ÉCONOMIE BTS 1^{re} année Corrigés des exercices

Chapitre 1 – Le prix et la monnaie dans une économie de marché

Exercice 1 : Prix et décisions des agents économiques

1) À l'aide des documents ci-dessus définissez le marché.

Le marché est le lieu de rencontre réel ou fictif entre l'offre (producteur, vendeur...) et le demandeur (consommateur...) et où se déterminent les prix et quantités échangés.

2) Comment se détermine le prix sur le marché des biens et services ?

Le prix d'équilibre se détermine lorsque, pour un produit donné et suivant certaines quantités, l'offre et la demande se rencontre sur le marché.

3) Citez deux autres marchés et leurs intervenants.

Marché du travail; employeur et salarié, salaire.

(Rappel: l'offre de travail et demande d'emploi = salarié; demande de travail et offre d'emploi = employeur)

Marché des changes : offreurs de devises et demandeurs de devises ; cours des monnaies (devises).

4) Sur l'ensemble des marchés évoqués, les prix respectifs peuvent-ils varier à la baisse et à la hausse sans limite ?

En fonction des quantités offertes et demandées, les prix peuvent varier à la hausse ou à la baisse suivant les réglementations du pays. Ces dernières sont plus nombreuses à la baisse. Exemple : le Smic limite à la baisse les salaires ; le tabac, certains médicaments.

Exercice 2 : Les producteurs de fraises engagent un bras de fer avec Auchan

1) Après avoir défini la concurrence, montrez les disparités de prix de l'offre de fraises en France.

La concurrence se définit par l'existence sur un marché d'une rivalité/compétition entre les vendeurs et/ou les acheteurs d'un même produit.

Pour 500 gr, les prix varient de 0,79 centime chez le distributeur Auchan, 1,90 le producteur espagnol à 7 euros le producteur français.

2) Comment s'expliquent de telles différences de prix ?

Ces écarts de prix s'expliquent principalement par les coûts de la main-d'œuvre et une plus grande productivité en Espagne (2 fois plus qu'en France).

3) Quelles sont les réactions et menaces des producteurs français face au distributeur Auchan?

Les distributeurs demandent à l'enseigne Auchan de cesser ces ventes à prix cassées à défaut de quoi, ils mèneront des actions, comme des descentes dans les magasins.

4) En tant que consommateur de fraises, comment orienteriez-vous votre achat de fraises ? Pourquoi ? À voir avec les étudiants (prix, qualité, saison, goût, patriotisme économique...).

Exercice 3 : Monnaie et masse monétaire

1) Quelles sont les différentes formes de monnaie qui apparaissent dans le document ?

Monnaie fiduciaire : pièces et billets, monnaie scripturale.

2) Comment sont qualifiées celles qui ne sont pas de la monnaie ?

Le chèque et la CB sont des moyens ou des instruments de paiement.

3) Quelles sont les principales caractéristiques d'une monnaie ?

Une unité de compte (= instrument de mesure de valeur)

La monnaie est un instrument d'échange.

La monnaie est un instrument de réserve de valeur.

4) Pourquoi la confiance en la monnaie est-elle indispensable ?

La valeur d'une monnaie se fonde sur la confiance des gens qui l'utilisent. La valeur de la monnaie (billets, pièces) vient du fait qu'elle est largement acceptée et qu'elle constitue une réserve de valeur sûre. Pour remplir ses fonctions, sa valeur doit rester stable de façon à maintenir l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible.

La prévention de la contrefaçon, c'est-à-dire les mesures prises pour veiller à ce que les billets de banque soient acceptés facilement et à ce que leur authenticité ne fasse aucun doute.

Exercice 4: La création monétaire

1) Comment fonctionne la création monétaire ? Quels sont les principaux intervenants ?

Les crédits font les dépôts, lorsqu'une banque accorde un crédit à un ménage ou une entreprise, elle crée de la monnaie, monnaie qui est détruite lors du remboursement du crédit... et les dépôts font les crédits, ce qui constitue un cycle ininterrompu qui se régénère par lui-même.

2) Quelle est l'influence de la création de monnaie sur la masse monétaire ?

La création monétaire entraîne une augmentation de la masse monétaire.

Exercice 5 : Les effets économiques du contrôle de la masse monétaire

1) Quels sont les effets attendus de la baisse du taux d'intérêt sur la monnaie européenne ?

La baisse du taux européen fait baisser le cours de la monnaie européenne : l'euro sur le marché des changes. Cette baisse est favorable à la zone euro car une monnaie moins forte permet d'exporter moins cher (mais aussi d'importer plus cher), d'augmenter les marges des entreprises, qui peuvent ensuite refaire tourner la roue de l'investissement et de l'emploi.

2) Que signifie la phrase : « L'euro est passé sous la barre de 1,26 dollar, une première depuis plus de deux ans » ?

Cela signifie que l'euro vaut 1,26 dollar sur le marché des changes. La valeur de l'euro est donc supérieure à celle du dollar.

3) D'où provient le faible taux d'inflation ? Quels sont les risques ?

L'inflation est faible car la croissance n'existe pas.

Sans croissance, les risques sont : un chômage qui ne diminue pas, voire qui augmente ; une stagnation des salaires et, sans augmentation du pouvoir d'achat, une consommation qui n'augmente pas.

Pour l'entreprise, sans chiffres supplémentaires, l'investissement et l'embauche se tassent. Pour l'état, les recettes fiscales et sociales (impôts sur le revenu, impôts sur les sociétés, TVA etc.) de l'État ne peuvent plus augmenter, les déficits se creusent, et la dette avec.

Avez-vous compris?

Le marché est lieu de rencontre de l'**offre** et de la **demande** où s'échangent les produits et où se fixent les **prix**.

En marché de concurrence pure et parfaite, la libre confrontation entre l'offre et la demande détermine un prix d'équilibre, le prix pour lequel la demande égale l'offre. Les cinq hypothèses de concurrence pure et parfaite sont :

- atomicité (nombreux offreurs et demandeurs) ;
- fluidité (absence de **barrières** à l'entrée et à la sortie du marché) ;
- homogénéité (produits identiques) ;
- mobilité des **facteurs** de production ;
- **transparence** (règles du marché connues de tous les acteurs).

Ces règles ne coexistent pas dans les structures de marché actuelles en raison des interventions de l'État ou des situations des producteurs (oligopole ou concurrence monopolistiques).

Pour financer sa croissance l'économie doit disposer de fonds. L'ensemble de ces actifs constitue la **masse monétaire** qui se décompose en actifs monétaires et financiers.

Les banques occupent un rôle important dans le processus de création monétaire grâce à l'octroi de **prêts** aux particuliers, aux entreprises et à l'État. Les banques centrales contrôlent le processus de création monétaire en imposant aux banques des **réserves** obligatoires et en fixant les **taux** d'**intérêts**.

Chapitre 2 - L'intervention de l'État dans une économie de marché

Exercice 1 : Les conditions pour une concurrence « libre et non faussée »

1) Retrouvez et expliquez les cinq conditions de concurrence pure et parfaite.

En théorie, la concurrence pure et parfaite doit satisfaire cinq conditions :

- il doit exister sur ce marché un grand nombre d'agents économiques indépendants les uns des autres (la condition d'atomicité) ;
- il ne doit pas exister de barrières qui empêchent de nouveaux acteurs d'entrer sur ce marché, ni de barrières qui empêchent les acteurs déjà présents d'en sortir ;
- les acteurs doivent disposer d'une information parfaite et complète sur ce qui s'y passe : quantités disponibles, transparence des prix ;
- le marché doit concerner des produits homogènes ;
- les facteurs (capital, travail) de production des biens des biens ou des services doivent être mobiles (mobilité des facteurs).

2) Pensez-vous qu'il soit facile de les réunir toutes les cinq?

La concurrence pure et parfaite n'existe jamais dans le monde réel. Au minimum, une des conditions peut toujours être remise en cause. Dans certains cas, on se rapproche de la concurrence pure et parfaite ; par exemple, sur le marché boursier lors de l'achat et la vente d'actions et d'obligations.

3) Quels seraient les avantages d'une concurrence pure et parfaite ?

La concurrence pure et parfaite assurerait la meilleure allocation des ressources, une plus grande production, l'élargissement des variétés de produits, la sortie des entreprises inefficaces, la baisse des prix, une absence de comportement rentier et d'abus de position dominance.

De plus, la concurrence est jugée positive, synonyme de liberté d'entreprendre et d'absence de concentration excessive des pouvoirs et de décisions.

Exercice 2 : L'Europe condamne Intel à une amende d'un milliard d'euros

1) Expliquez quelle pratique anticoncurrentielle est évoquée dans le document.

Il s'agit d'un abus de position dominante. Une entreprise profite de sa position de force économique pour ne pas respecter les règles du marché.

2) Pourquoi l'entreprise Intel est-elle condamnée pour abus de position dominante ?

Intel s'est organisée pour exclure du marché son principal concurrent AMD en accordant aux fabricants de PC comme Dell, Lenovo, HP et NEC, des remises importantes s'ils s'équipaient exclusivement chez lui. Intel aurait payé ses clients pour qu'ils « retardent ou annulent le lancement de produits équipés de processeurs AMD (son concurrent). ». Et, Intel aurait « accordé des paiements » à Media Saturn, un distributeur européen, pour qu'il ne vende pas de PC équipé de processeurs autres que les siens.

3) Quelle est la sanction retenue par l'Europe?

Le tribunal de l'Union européenne a condamné Intel à une amende de 1,06 milliard d'euros.

Exercice 3 : L'Autorité de la concurrence dénonce la rente des sociétés d'autoroutes

1) Expliquez ce que reproche l'Autorité de la concurrence aux sociétés d'autoroutes.

L'autorité de la concurrence reproche le niveau de rentabilité exceptionnel, largement déconnecté des coûts, et des tarifs de péages supérieurs à l'inflation.

L'autorité de la concurrence compare cette situation à une « rente ».

L'automobiliste paye 100 euros dont près de 25 euros sont du bénéfice net pour les concessionnaires d'autoroutes, une rentabilité injustifiée par rapport au risque en situation de monopole géographique. Le chiffre d'affaires des autoroutes a continué à croître grâce à l'augmentation du tarif des péages, une hausse supérieure à l'inflation.

Malgré la lourde dette, la trésorerie générée permettra de rembourser les dettes à la fin de la concession.

De plus la dette permet de bénéficier d'un avantage fiscal avec la déductibilité totale des intérêts d'emprunts.

2) Pourquoi ces pratiques sont-elles apparues après 2006 ?

Car 2006 est l'année de la privatisation des autoroutes. La notion de service public devient alors relative puisque le secteur privé fait d'énormes bénéfices sur des services qui relèvent de l'action des pouvoirs publics.

3) Des sanctions sont-elles retenues pour les sociétés d'autoroutes ? Lesquelles ?

L'autorité de la concurrence formule treize recommandations un rééquilibrage en faveur de l'État et des usagers, dont notamment la révision des tarifs et une clause de partage des bénéfices.

Exercice 4 : Externalité

1) Définissez le terme d'externalité.

L'externalité ou effet externe est le fait que l'activité de production ou de consommation d'un agent affecte le bien-être d'un autre dans un sens favorable ou défavorable, sans qu'aucun des deux ne s'implique financièrement, soit pour dédommager celui qui subit un préjudice, soit pour aider financièrement celui qui est à l'origine de l'externalité lorsque celle-ci constitue un avantage.

2) Distinguez les externalités négatives et positives en argumentant votre réponse par des exemples.

Une externalité positive a des conséquences favorables sur le bien-être général. Ex. : vaccination contre des maladies contagieuses, innovations...

Une externalité négative a des conséquences défavorables sur le bien-être général. Ex.: pollution, rejets des déchets, nuisances aux habitants.

Exercice 5 : Halte aux externalités négatives

Quelles démarches sont mises en œuvre dans les documents ci-dessus pour atténuer les externalités négatives ?

Pour atténuer les externalités négatives, les produits subissent un tri sélectif pour être recyclés, l'objectif étant d'économiser les ressources naturelles et éviter leur épuisement.

Exercice 6: Bien public

1) Qu'est-ce qu'un bien public?

Un bien public doit être non-rival, c'est-à-dire que sa consommation par un usager n'entraîne pas la réduction de la consommation des autres usagers et non-exclusif, c'est-à-dire qu'il est impossible d'exclure quiconque de la consommation de ce bien.

Ex.: l'éclairage public, les jardins publics, les bibliothèques publiques...

2) Pourquoi les entreprises privées ne se lancent pas dans la production de biens publics ?

Car il est impossible de faire payer l'usage de ce bien, élément fondamental pour l'entreprise privée qui se fonde sur le paiement pour générer un profit.

3) Comment l'État finance-t-il les biens publics ?

L'État finance les biens publics par le biais de l'impôt.

Exercice 7: Principe pollueur-payeur

1) Quel est l'objectif du « principe du pollueur-payeur » ?

Il s'agit de faire prendre en charge au pollueur les frais de prévention, de lutte contre la pollution.

2) Comment se matérialise ce principe ?

Par exemple par des taxes sur l'assainissement de l'eau ou des ordures ménagères, qui se fondent sur les politiques environnementales.

Avez-vous compris?

Les économistes classiques contemporains de la **révolution** industrielle sont favorables à une intervention limitée de l'**État** aux seules fonctions régaliennes (police, justice, armée). Le marché se régulera de luimême (la main invisible de A. Smith). Pour les économistes néo-classiques, partisans du libéralisme, l'équilibre sur les différents **marchés** (biens et services, capitaux, travail) engendre un équilibre général.

Cependant, les déséquilibres et les crises ont mis en évidence l'incapacité des marchés à s'autoréguler et justifient l'**intervention** de l'État. Des situations défavorables aux règles de la concurrence peuvent apparaître en situation de **monopole** (un seul offreur), ou d'oligopole (**quelques** offreurs) ou en cas d'**entente** (cartel).

L'économie de marché peut être incapable de fournir des biens et services non rentables, mais cependant indispensables à la population. Quant à l'activité économique des uns, elle peut procurer des effets négatifs, plus rarement positifs, à d'autres appelés **externalités**. La gestion de ces **services publics** et de ces **défaillances du marché** doit être prise en compte par les pouvoirs publics, avec l'attribution de missions de services publics (monopole **légal**) concession dans le premier cas, taxation ou **subvention** selon l'effet positif ou négatif, ou attribution de droits de **propriété** dans le second cas.

Chapitre 3 — L'ouverture des économies

Exercice 1 : Balance des paiements

1) Distinguez les flux physiques des flux monétaires, les biens des services.

Le flux physique concerne des échanges de biens ou services en contrepartie duquel apparaît un flux monétaire pour régler cet échange.

Un bien est matériel, tangible ; un service est immatériel, intangible.

2) Après avoir défini la balance des paiements vous en donnerez ses principales composantes.

La balance des paiements retrace comptablement l'ensemble des échanges réels, financiers et monétaires entre les résidents et les non-résidents d'un pays.

La balance des paiements se compose de trois parties :

- compte des transactions courantes + balance commerciale (biens et services) + revenus et transferts courants ;
- balance des capitaux (compte de capital) : échanges d'actifs incorporels (marques, brevets...) et des transferts entre administrations publiques (remise de dettes, aide publique au développement, contributions internationales) ;
- balance financière (compte financier) = bilan des flux financiers avec l'étranger (investissements directs et de portefeuille, autres investissements, variations des réserves de change...).

Exercice 2 : Balance des paiements de la France

1) Quelle est la signification des soldes positifs et négatifs de la balance des paiements ?

Un solde positif correspond à un déficit (importations > exportations) et inversement pour un solde négatif.

2) Commentez l'évolution des soldes présentés en gras sur la période 2012-2013.

Le compte des transactions courantes : le déficit a diminué de 2012 à 2013 mais connaît une hausse sur juillet à août 2014 (de -2.2 à -4.5). Cette augmentation provient de la hausse du déficit des échanges de biens, à -5.0 milliards après -3.9 milliards et par le recul de l'excédent des services.

Le compte financier connaît un ralentissement du déficit. Les investissements directs et les opérations sur titres présentent des acquisitions nettes de titres dans les deux sens.

Exercice 3 : Les 10 premiers partenaires commerciaux de la France

1) Quelle est la position de la France face à ses principaux partenaires commerciaux ?

Les principaux partenaires commerciaux de la France sont des pays européens et développés. En font également partie deux grands pays émergents, la Chine et la Russie.

Les échanges franco-allemands sont majoritaires (17 % du commerce extérieur français).

La France est en excédent commercial avec le Royaume-Uni et la Suisse.

2) Pourquoi les principaux partenaires commerciaux de la France sont-ils européens ?

Cette structure des échanges est liée à la proximité géographique, à la taille de ces économies, à celle des pays de l'union douanière européenne et à l'histoire des relations économiques européennes.

3) Qu'en est-il de la situation commerciale en termes de soldes et de produits échangés avec les partenaires hors UE ?

Nos exportations de biens sont constituées de produits industriels, agricoles et agroalimentaires. Avec la Russie il s'agit importations d'énergie et notamment de gaz.

Exercice 4 : Exportations et importations de biens de la France dans le monde en 2012

1) Calculez le taux de couverture de la France avec l'UE et l'Amérique ?

UE: 257,1/298,9 = 0,86 Amérique: 41,9/46,2 = 0,91

2) Analysez les résultats trouvés ci-dessus en argumentant votre réponse.

Les taux de couverture de la France avec l'UE et l'Amérique sont inférieurs à 100, la balance commerciale est donc déficitaire et le solde commercial négatif avec ces deux pôles d'échanges.

Exercice 5: Influence des taux changes

1) Définissez le taux de change.

Le taux de change d'une monnaie est le cours ou le prix de cette monnaie par rapport à une autre.

2) Pourquoi les taux de change sont-ils importants?

Les taux de change sont importants pour l'économie d'un pays qui commerce avec l'extérieur, qui importe et exporte. Les taux vont déterminer les prix auxquels vont s'échanger les biens et les services.

3) Tous les agents économiques (ménages et entreprises) sont-ils concernés par l'évolution des taux de change ?

Les agents économiques concernés sont les entreprises qui commercent avec l'extérieur tant à l'importation qu'à l'exportation et les ménages qui voyagent hors de l'Union monétaire européenne ou effectuent des placements hors Union européenne.

Exercice 6 : Commerce extérieur : la France s'enlise!

1) Où en est le commerce extérieur français début 2015 ?

Même si le commerce extérieur est un peu moins déficitaire en début 2015, puisqu'il est passé de 60,8 milliards d'euros à 53,8 milliards d'euros, de nombreux paramètres posent problème : nos exportations ont très peu progressé (0,1 % de plus) ; le recul du déficit est dû essentiellement à la baisse de la facture énergétique (le prix du pétrole baisse) ; le secteur automobile, très important pour notre économie, est en net recul (hausse du déficit de 400 millions d'euros).

2) Les Français vendent-ils beaucoup aux pays extérieurs à l'Union européenne ?

Le commerce extérieur français est largement tourné vers les pays de l'Union européenne pour des raisons de proximité géographique, d'histoire économique et parce que la mise en œuvre de l'Union européenne a pour objectif principal de valoriser les échanges au sein de l'Union européenne. Les deux tiers des échanges de la France s'effectuent avec sept grands partenaires européens (Allemagne, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne, Espagne).

Avez-vous compris?

Le commerce international:

- Porte sur la vente de biens et de services
- Les **prix fluctuent**, notamment pour les produits de base
- Concerne tous les pays du monde
- Ouverture différente suivant les pays
- Les pays développés du Nord dominent les échanges
- Paiement en devises changées sur le marché des changes
- Avantages et inconvénients suivant le taux de change
- Enregistré dans la balance des **transactions courantes** : biens, services, revenus, transferts
- Traduit la **compétitivité internationale** du pays

Chapitre 4 — Les fondements de l'échange international

Exercice 1 : Qu'est-ce que l'avantage comparatif?

Qu'est-ce que la théorie de l'avantage comparatif de David Ricardo ?

Chaque pays doit se spécialiser dans le domaine où il est le plus productif comparé aux autres pays. En participant au commerce international, le pays pourra accroître ses richesses et le marché mondial pourra bénéficier des biens aux prix les plus compétitifs et attractifs possibles.

Exercice 2: Théorème HOS

1) Quels sont les apports du théorème HOS à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo ?

Le modèle HO complète celui des avantages comparatifs. Comme Ricardo, Heckscher et Ohlin sont favorables au libre-échange, ils intègrent les facteurs de production à l'analyse de Ricardo.

Ils montrent que ce sont les dotations initiales en facteurs de production qui sont à l'origine des avantages spécifiques de chaque pays.

Les biens sont produits grâce à deux facteurs de production (capital et le travail). Certains produits nécessitent plus ou moins de capital et/ou plus ou moins de main-d'œuvre.

Selon Heckscher-Ohlin chaque pays produit et exporte le bien pour lequel son facteur de production est le plus abondant relativement. Car, plus le facteur de production est abondant, plus son prix relatif est bas. Le produit qui nécessite ce facteur de production est donc relativement peu coûteux. Donc, un pays se spécialise dans les biens « à forte intensité de capital », s'il a plus de capital, ou dans les biens « à forte intensité de main-d'œuvre », s'il a plus de travail.

2) Expliquez l'exemple proposé entre l'Allemagne et le Bangladesh.

La production de voitures requiert beaucoup de capital, celle de t-shirts beaucoup de main-d'œuvre. L'Allemagne a du capital, le Bangladesh beaucoup de main-d'œuvre.

En échangeant leurs produits, chaque pays se spécialise dans le facteur de production où il est le mieux doté (Allemagne dans les voitures, le Bangladesh dans les t-shirts).

Ainsi chaque pays est gagnant.

Heckscher et Ohlin disent qu'en se spécialisant et en échangeant, les pays augmentent globalement leurs revenus. Stolper et Samuelson ajoutent qu'au sein d'un pays, il y a des différences dans la rémunération des facteurs. Si un pays se spécialise dans les produits « à forte intensité de main-d'œuvre », les salaires des travailleurs sont augmentés et les profits des détenteurs de capital diminuent et inversement si le pays se spécialise dans les produits « à forte intensité de capital ».

Le modèle HOS propose donc une vision bien spécifique des relations Nord-Sud : les pays en développement disposant souvent de main-d'œuvre plus que de capital, leur spécialisation dans les produits à faible valeur ajoutée se trouve ainsi justifiée.

3) Quels sont les gains obtenus par cette spécialisation des pays du Nord et du Sud?

Si un pays se spécialise dans les produits « à forte intensité de main-d'œuvre », les salaires augmentent.

Si le pays se spécialise dans les produits « à forte intensité de capital », les profits diminuent.

Dans les relations Nord-Sud : les pays en développement ont plus de main-d'œuvre que de capital, leur spécialisation dans les produits à faible valeur ajoutée se justifie.

Exercice 3 : Marché unique et développement des échanges

1) Après avoir défini le commerce intrabranche vous montrerez en quoi la spécialisation européenne se distingue de la théorie classique.

Le commerce interbranche correspond à la spécialisation des producteurs des différents pays. Il concerne l'échange croisé de produits différenciés par leur qualité.

Les échanges intra-européens se font surtout sur la qualité des produits. Les pays se sont spécialisés dans différents niveaux de qualité (bas de gamme, gamme moyenne, haut de gamme).

2) Dans le cadre du commerce intrabranche, quelles sont les différences de spécialisations adoptées par les pays du Nord et du Sud de l'Europe ?

Les pays du Nord se spécialisent dans les produits haut de gamme pour leurs exportations, et les pays du Sud sont spécialisés dans le bas de gamme.

Globalement, l'Union européenne est spécialisée dans le haut de gamme, notamment grâce à l'Allemagne (automobiles) et la France (produits de luxe).

Exercice 4: Mondialisation et division internationale du travail: l'exemple du jean

1) Retrouvez le parcours du jean que vous portez peut-être aujourd'hui.

France et Angleterre : entrepôts

Tunisie : ateliers de confection bon marché (dernière phase de production)

Bénin, Pakistan et Corée du Sud : coton

Italie: tissage toile

Allemagne : produits de l'industrie chimique pour la teinte indigo à la toile « Denim Kansas »

France par une entreprise japonaise : bande de polyester de la fermeture éclair

Japon : laiton de la fermeture (à partir de zinc importé d'Australie et de cuivre venant de Namibie), les rivets en laiton produits en Allemagne.

Les fils de couture proviennent d'Irlande, de Hongrie et de Turquie mais ont été teints en Espagne. Le polyester du fil est acheté au Japon par l'entreprise de confection tunisienne.

2) Expliquez le titre du document.

La production du jean est décomposée en différentes étapes réalisées dans les pays où la matière première et/ou la main-d'œuvre sont les moins chères.

Ce phénomène est facilité par la baisse des coûts de transport des marchandises.

On assiste ainsi à un nouveau concept économique : la division internationale du processus de production (DIPP).

Exercice 5 : Raisons, avantages et inconvénients du libre-échange

1) En quoi les échanges humains sont-ils une des raisons du libre-échange?

Les échanges humains permettent aux hommes de mieux se connaître et de connaître leurs produits, ce qui développe les échanges économiques.

2) Que représente l'item « innovations étrangères » ?

Lorsqu'un pays crée de nouveaux produits qui intéressent les autres pays, cela entraîne des échanges économiques.

3) Pourquoi les délocalisations sont-elles un inconvénient ?

Les délocalisations sont un inconvénient pour le pays d'origine puisque des usines sont déplacées, ce qui provoque un affaiblissement économique de la région où elles se trouvaient, ainsi que les conséquences qui en résultent comme le chômage, la baisse des ressources fiscales et sociales...

4) Quelles peuvent être les raisons de la fuite des capitaux ?

La fuite des capitaux peut être liée à une imposition trop forte dans le pays d'origine, ou à la possibilité de faire des investissements ou des placements financiers intéressants dans d'autres pays.

5) Quels sont les effets du libre-échange d'un point de vue de la sécurité militaire des États ?

La sécurité militaire des états diminue puisque l'État dépend, pour la fabrication de leurs armes, de différents autres pays qui pourraient ne plus fournir des armes ou des pièces de rechange dans le cadre d'une guerre.

Avez-vous compris?

Fondements du commerce international

- manque de ressources de bases ou de produits finis (**commerce interbranche**)
- spécialisation (division internationale du travail)
- choix du consommateur/produits (**commerce intra-branche**)

Théorie de l'échange international

- avantage absolu (Adam Smith)
- avantage relatif (**David Ricardo**)
- dotation en facteurs de production (HOS: Hecksher/Ohlin/Samuelson)
- différenciation (Paul Krugman)

Quelle est la bonne réponse ?

1b; 2a; 3a

CAS n° 1 : Le commerce extérieur

1) Donnez un aperçu de la situation du commerce extérieur français en 2014.

Sur 10 ans le déficit de la balance commerciale française approche les 500 milliards d'euros, ce qui est du jamais vu en la matière. Le recul du commerce extérieur français touche pratiquement tous les domaines d'activité. De petites améliorations se produisent, liées à la baisse des importations et de la facture énergétique, ce qui ne traduit absolument pas des avancées économiques majeures.

2) Que représente l'Allemagne pour le commerce extérieur français ?

La France et l'Allemagne s'échangent des produits similaires, ce qui permet de vérifier le postulat de Paul Krugman sur les échanges économiques. Dans pratiquement tous des domaines d'activité économique, la France et l'Allemagne effectuent des échanges très importants : luxe, automobile, aérospatiale, équipement mécanique, électronique, parfums, cosmétiques, produits alimentaires... c'est notre partenaire majeur, duquel nous dépendons économiquement en grande partie.

3) Les perspectives d'une amélioration affichées par le ministre du Commerce extérieur vous semblent-elles réalistes ?

Les ministres ont tendance à penser que leurs vœux se réaliseront même si tous les paramètres prouvent le contraire. Leurs nombreuses promesses non tenues peuvent laisser penser qu'ils ne prennent pas conscience de la réalité économique. Ainsi, alors que depuis très longtemps le commerce extérieur français est déficitaire dans une grande proportion, et que cela continu sans qu'on ne voit paraître du nouveau dans notre potentiel économique, soutenir que le commerce extérieur sera équilibré dans les trois ans apparaît très excessif.

Dans notre histoire économique, il est arrivé souvent que la balance commerciale française soit en excédent et, considérant les talents des Français, la baisse de l'euro face au dollar et la réduction de la facture énergétique, pourquoi ne pas envisager l'équilibre dans les années qui viennent!

Chapitre 5 — L'amélioration du niveau de vie

Exercice 1 : L'amélioration du niveau de vie

1) À l'aide du document et du lexique, proposez une définition de la VA.

La valeur ajoutée est la richesse créée par l'entreprise.

2) Comment passe-t-on de la VA au PIB?

VA = Chiffre d'affaires – consommations intermédiaires

PIB = somme des VA des entreprises résidents sur le sol français.

3) Proposez une définition du PIB.

Le PIB correspond à la richesse créée par un pays par l'ensemble des agents économiques, qu'ils s'agissent d'entreprises françaises ou étrangères situées sur le sol français. Le PIB représente la production d'un pays hors importations. On le différencie du PNB qui ne concerne que les agents économiques français situés en France ou étranger.

Exercice 2: PIB par habitant

1) Quel est l'intérêt de calculer le PIB par habitant ?

Le produit intérieur brut par habitant (PIB par habitant ou par tête) est un indicateur du niveau d'activité économique. Cet indicateur mesure approximativement le revenu par tête, d'un pays.

2) Comment se situe la France par rapport aux autres pays ?

Le PIB par habitant de la France est inférieur à celui de l'Allemagne ou des EU, cependant, il fait partie des PIB/hab. très élevés comme la plupart des pays riches et développés.

3) Pensez-vous que cet indicateur soit le réel reflet de la qualité de vie des habitants ?

Le PIB par habitant reflète le niveau d'activité économique. D'autres critères reflètent mieux la qualité de vie, l'état de bien-être matériel des ménages, en particulier la consommation effective des ménages.

De plus, le PIB ne se répartit pas de façon uniforme par les habitants, cf. au Koweït où seule une faible partie de la population est riche au détriment de la majorité pauvre.

Exercice 3:

1) Distinguez le prix courant du prix constant.

Les prix courants sont les prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont dits en valeur nominale. Les prix constants sont les prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigés de la variation des prix par rapport à une donnée de base ou de référence (le niveau d'inflation). On utilise de la même façon les termes euros constants et euros courants.

2) Quels sont les principaux bénéficiaires de la VA?

Les salariés (salaires); l'état et administrations (impôts et cotisations), les banques (intérêts), les actionnaires (dividendes), l'entreprise (autofinancement).

Exercice 4 : Valeur ajoutée par branche d'activité en 2013

1) Quelles sont les branches d'activité qui contribuent le plus à la création de richesse ?

Il s'agit des services marchands, non marchands, et de l'Industrie manufacturière, industries extractives et autres.

2) Pourquoi les services ont-ils une valeur ajoutée supérieure à celle des biens ?

Car leur production nécessite moins de consommations intermédiaires (énergie, matières premières, produits semi-finis...) que les biens.

Exercice 5 : PIB et croissance

1) Comment se situe l'évolution du PIB de la France par rapport aux autres pays de l'UE ?

La France connaît une évolution positive du PIB (0,2) elle reste dans la moyenne européenne. Cependant elle est loin d'atteindre une progression qui lui permettrait, par exemple, d'atteindre un niveau de croissance favorable à la création d'emplois.

2) Commentez l'évolution du PIB sur 30 ans.

Sur 30 ans, hormis en 1992 (guerre du golfe) et 2008 (crise), la France connaît une évolution positive de son PIB mais, cette évolution se réduit beaucoup depuis 2012 et reste inférieure à 1 %.

Exercice 6 : Évolution moyenne du pouvoir d'achat des foyers (famille) français depuis 2009

1) Qu'est-ce que le pouvoir d'achat?

C'est la quantité de biens et de services qu'un ménage peut acheter avec son salaire. Il évolue en fonction des prix et des salaires.

2) Comment l'inflation agit-elle sur le pouvoir d'achat des ménages ?

Lorsqu'il y a de l'inflation, c'est-à-dire lorsque les prix augmentent dans un environnement où les salaires sont constants, le pouvoir d'achat diminue. Par contre, si la hausse des salaires est supérieure à celle des prix le pouvoir d'achat pourra augmenter.

3) Quels liens pouvez-vous établir entre la croissance et le pouvoir d'achat ?

Si les ménages profitent de la croissance sous forme d'emploi au d'augmentation de salaire, le pouvoir d'achat augmente et inversement.

Avez-vous compris?

Mesure

- agrégat PIB
- taux de croissance
- PIB/habitant
- PIB/PPA

Croissance

- augmentation des quantités économiques globales

Mesure

- Indicateur de développement humain
- Indicateur de pauvreté humaine

Développement

- amélioration du niveau de vie
- modifications des structures économiques et sociales et des mentalités d'une société

Chapitre 6 – Le développement économique

Exercice 1 : Des notions différentes

1) Distinguez l'expansion de la croissance.

La croissance correspond à l'accroissement durable et à long terme de la production alors que l'expansion est une augmentation de la production sur une courte période. Les deux notions sont quantitatives.

2) Distinguez la croissance du développement.

La croissance est une notion quantitative qui mesure l'augmentation de la production à travers la variation PIB (produit intérieur brut). L'INSEE donne des chiffres de la croissance chaque trimestre. Le référent en économie et la croissance annuelle. Alors que le développement est une notion qualitative, irréversible et à long terme. Il concerne des changements économiques, sociaux, culturels et démographiques comme : le niveau de vie, la part de l'industrie et des services dans la production et population active, les écarts de revenus, l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile, le taux d'alphabétisation, le nombre d'étudiants, de chercheurs...

Exercice 2: To PIB or not to PIB?

1) Que mesure l'IDH? Quelles sont ses composantes?

L'IDH est un indicateur qui mesure la qualité de vie des populations. Il se compose de données sur :

- La santé (mesuré par l'espérance de vie à la naissance),
- Le niveau d'instruction (mesuré par taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation),
- Niveau de richesse (mesuré par le PIB par habitant).

2) Citez quatre pays ayant un fort IDH et quatre pays ayant un faible IDH.

IDH faible: Niger Burkina Faso, Sierra Leonne, Somalie

IDH fort : Norvège Suède, Australie, Canada.

3) Quels autres indicateurs de bien-être ont été créés ?

L'IPH: indicateur de progrès humain.

4) Que pensez-vous de l'IPH et des composantes ?

L'IPH est un indicateur global. Il analyse des variables telles : la liberté publique, l'épanouissement, l'harmonie sociale (vivre ensemble, mixité) écologie (développement durable).

Exercice 3 : Classement IDH 2014 : les 20 pays où la vie est plus belle

1) Quelles sont les composantes de l'IDH?

L'IDH se compose de trois indices : le PNB par habitant (en PPA), l'espérance de vie à la naissance, et la durée de scolarisation des adultes jusqu'à l'âge de 25 ans.

L'IDH établit un minimum et un maximum pour chaque variable, appelés balises, et indique ensuite la situation de chaque pays par rapport à ces dernières. On obtient alors un résultat compris entre 0 et 1. Plus l'indice est élevé, et plus les habitants d'un pays jouissent d'un bien-être important.

2) Le PIB par habitant a-t-il un lien avec le classement des pays?

D'après le classement proposé, certains pays parmi les vingt premiers classés selon l'IDH ont un PIB par habitant élevé mais pas forcément un IDH des plus élevé.

Ex.: Liechtenstein, Singapour.

Exercice 4 : Indicateur de pauvreté humaine

1) Quels sont les composants de l'IPH?

L'IPH se compose de trois variables dont les contenus sont différent suivants que l'on analyse les pays développés ou en développement.

Longévité: décès avant 40 ou 60 ans;

Instruction: % d'illettrisme ou d'alphabétisation;

Conditions de vie : revenus, chômage/ eau potable, santé, nutrition.

Il permet d'avoir des donnés sur les conditions de vie des populations par rapport au PIB.

2) Expliquez pourquoi il existe des différences entre l'IPH 1 et l'IPH 2.

L'IPH 2 complète l'analyse de l'IPH 1 mais surtout analyse des variables différentes suivant que l'on analyse des pays développés ou en développement. En effet, l'IPH 2 prend en compte l'exclusion d'un certain nombre de personnes dans les pays développés.

Exercice 5: Indice Big Mac

1) Après avoir défini la PPA, vous montrerez l'intérêt d'effectuer ce calcul pour faire des comparaisons.

La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Le PIB donné en parité du pouvoir d'achat permet de nuancer un certain nombre de différences entre les pays développés et non développés. En 2015, les Chinois ont annoncé qu'ils avaient le PIB-PPA le plus important du monde. Néanmoins, ce calcul est très difficile à établir et la réalité de cette annonce demande à être vérifiée.

Ce taux de conversion est différent du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur.

2) Y a-t-il un lien entre la richesse d'un pays et le prix du Big Mac ? Entre le temps de travail nécessaire à l'achat d'un Big Mac et le niveau de développement d'un pays ?

Globalement, le prix du Big Mac est plus cher dans les pays riches que les pays pauvres.

Le temps de travail nécessaire à l'achat d'un Big Mac est différent, il est plus long dans les pays pauvres que dans les pays riches.

Il en est de même pour le lien entre niveau de développement du pays.

Chapitre 7 — Le développement durable

Exercice 1 : Heineken France publie son 5^e rapport de Développement durable

1) Quels sont les engagements pris par Heineken en rapport avec le développement durable ?

- Protection des ressources naturelles en eau
- Réduire la pollution (émissions de CO2)
- S'approvisionner de manière durable
- Respect de la santé en encourageant une consommation responsable d'alcool

2) Quels sont les résultats obtenus ?

La consommation d'eau en brasseries a baissé. <u>I</u>dem pour les émissions de CO2. Les sources d'approvisionnement en matière premières sont françaises à 90 % environ, les RH sont formés et dotés d'un budget conséquent pour prévenir des risques liés à l'alcool.

3) L'objectif du président d'Heineken « Conjuguer performance économique et impact positif pour la société » est-il atteint ?

Oui, les engagements pris par Heineken pour le développement durable ont donné les résultats escomptés sans compromettre les performances économiques. Ce qui permet d'être optimiste à l'avenir si les entreprises prennent en compte les problématiques du développement durable.

Exercice 2 : L'empreinte écologique

1) Définissez l'empreinte écologique.

L'empreinte écologique correspond à la surface de terre nécessaire à une population pour répondre à ses besoins.

2) Quel est l'intérêt de calculer cet indicateur ?

Le calcul de l'empreinte permet de prendre conscience des limites de notre planète à ne pas dépasser.

3) Y a-t-il un lien entre le niveau de développement d'un pays et son empreinte écologique? Pourquoi?

Oui, les pays développés ont une empreinte écologique bien plus élevée que les pays pauvres. Les pays riches consomment, produisent et polluent au-delà de ce que peut accepter notre planète. Toutefois, les pays en développement polluent proportionnellement plus car ils disposent de moins d'argent à investir pour limiter la pollution.

Exercice 3 : Part de la production électrique d'origine éolienne dans la consommation française en 2013

1) En quoi la production électrique éolienne est en accord avec le développement durable ?

Elle utilise une énergie inépuisable pour produire de l'électricité.

2) La part de production électrique éolienne vous paraît-elle satisfaisante ?

Non elle est loin d'atteindre la production nucléaire et dans une moindre mesure l'énergie fossile. Néanmoins avec l'énergie solaire elles constituent une des deux énergies quasiment gratuites et dont la surface terrestre dispose à profusion.

Exercice 4 : Fruits et légumes moches : moins chers et désormais disponibles partout

1) Comment est né le label : Quoi ma gueule ?

Les fruits et légumes moches mis en avant lors de la Journée contre le gaspillage alimentaire ont fait l'objet d'essais de vente dans quelques établissements. Un label a été créé : Quoi ma gueule ? Par le collectif des Gueules cassées. Actuellement, les produits hors calibres ou difformes sont 30 % moins chers et trouvent place en rayon toute l'année, mais par forcement tous les jours de la semaine en fonction de leur disponibilité.

2) Quels sont les objectifs et les bénéficiaires de ce label ?

L'objectif majeur étant de ne pas gaspiller, les bénéficiaires sont les producteurs qui parviennent à écouler toute leur production, les consommateurs avec des prix 30 % moins chers et des produits aussi bons, les distributeurs participants à l'opération pour l'image de marque du respect de l'environnement.

3) En quoi les enseignes qui participent à cette opération concourent-elles au développement durable ? Les enseignes participent au développement durable car elles permettent de répondre aux besoins actuels de la population avec les produits traditionnels ; et *Quoi ma gueule* ? marque le respect de la nature qui va dans les sens de la préservation de l'environnement pour les générations futures.

Exercice 5 : La demande de viande dévore les terres

1) Pourquoi la demande de viande a-t-elle explosé dans le monde ?

Car la demande des classes moyennes venant des pays émergents a « explosé ».

2) Quelles sont les conséquences de la croissance de l'augmentation de viande pour les terres ?

Les conséquences de cette augmentation sont l'extension des surfaces agricoles vouées à l'alimentation du bétail principalement le soja.

3) Ce phénomène vous paraît-il tenable à long terme ? Comment y remédier ?

Les terres arables n'étant pas extensibles, ce phénomène ne paraît pas tenable à long terme. Pour y remédier il est indispensable de revoir les modes alimentaires des populations en limitant la consommation de viandes au profit de céréales et légumineuses qui combinées reconstituent les protéines (riz lentilles ; semoule pois chiches...). On peut aussi envisager de réduire progressivement la population mondiale.

Exercice 6 : Une obsolescence programmée

1) Qu'est-ce que l'obsolescence programmée ? Quels sont les produits les plus touchés pourquoi ?

L'obsolescence programmée est la réduction volontaire de la durée de vie d'un bien par les producteurs. Elle se manifeste par des pannes ou des incompatibilités qui obligent à mettre les produits au rebut. Les produits les plus touchés sont : ampoules, batterie d'Ipod, téléphone et ordinateurs, réfrigérateur, automobile, logement.

2) Quels sont les objectifs et les conséquences de cette obsolescence ?

L'obsolescence programmée a pour objectif d'inciter le consommateur à racheter le produit qui ne fonctionne plus. Les conséquences sont une augmentation considérable des déchets électroniques, et un épuisement des ressources.

3) Comment pourrait-on lutter contre ce phénomène pour protéger l'environnement ?

Favoriser le recyclage et réaliser des statistiques afin de sanctionner les producteurs les plus excessifs en la matière.

Exercice 7 : Les malheurs de l'écotaxe poids lourds

1) Quelle est la place de la France en matière de fiscalité environnementale ?

La France fait partie des plus mauvais élèves, elle est l'un des pays européens qui taxe le moins au niveau du non-respect environnemental après l'Espagne.

2) Quels sont les agents économiques les plus touchés par les taxes existantes ?

Les agents les plus touchés sont les ménages avec la taxe sur les produits pétroliers et sur les véhicules. Les moins touchés sont les entreprises qui polluent au cours de leur activité de production.

3) Pourquoi l'écotaxe poids lourds ne verra pas le jour ?

Car son coût de mise en place (portiques) et sa collecte aurait eu un coût bien trop élevé par rapport à son produit.

Avez-vous compris?

Mesure : PIB vert, empreinte écologique

Développement durable

Utilité : croissance en préservent les ressources pour les générations futures

Conséquences:

- principes de **solidarité** et de précaution
- accords internationaux (protocole de Kyoto)
- normes **législatives** et réglementaires
- valorisation commerciale des pratiques environnementales (label)
- réduction des déchets
- écotaxes
- contrôle des installations

Chapitre 8 — Les facteurs de croissance

Exercice 1 : Productivité et facteurs de production

1) Quels sont les facteurs de production évoqués dans le document ?

Le travail, les capitaux techniques et engagés, les consommations intermédiaires et l'homme avec le savoirfaire accumulé.

2) Qu'est-ce que la productivité ? La productivité apparente des facteurs ?

La productivité « globale » correspond au rapport entre le résultat d'une activité productive (biens et services) et les facteurs de production que l'on a utilisés pour parvenir à cette production. La productivité « apparente » correspond à la productivité d'un seul des facteurs de production.

Exercice 2 : Les facteurs économiques de la croissance

1) Donnez des exemples illustrant les aspects quantitatifs et qualitatifs des facteurs de la croissance.

Aspect quantitatif : augmentation de la population active ; construction de bâtiments ; équipes en plus nombreux...

Aspect qualitatif: formation professionnelle; innovation...

2) Existe-t-il d'autres facteurs de la croissance ?

On distingue un autre type de facteurs : facteurs de type structurel qui portent sur la législation et l'intervention de l'État et facteurs sociopsychologiques tels que la mode, l'importance de la religion, les mentalités...

Exercice 3: La balance capital/travail

1) Que vous évoque ce dessin quant à la combinaison productive adoptée ?

Le facteur capital est utilisé au détriment du facteur travail.

2) Quel nom porte cette combinaison productive en faveur du facteur capital? Quels en sont les risques pour le facteur travail ? Argumentez par des exemples.

Il s'agit d'une combinaison capitalistique qui privilégie les profits des actionnaires. Le facteur travail va en subir les conséquences : pertes d'emplois, précarité, chômage...

Exercice 4: Le manque d'innovation menace la croissance

1) Rappelez la définition de la croissance économique étudiée dans les chapitres précédents.

Augmentation du PIB d'une période sur l'autre. (Création de richesses)

2) D'où provient le déclin de la productivité ?

Le déclin de la productivité provient du ralentissement, voire de l'épuisement du progrès technique des pays industrialisés, ce qui freine la croissance.

3) Quels sont les risques encourus du déclin de la productivité pour l'économie ?

Les risques possibles sur les économies d'ici 2040 sont :

- moins de création de richesse (25 points de PIB en moins),
- augmentation du déficit public (+12,4 points),
- augmentation de d'endettement public (+80 %),
- baisse du pouvoir d'achat pour les actifs.

Exercice 5 : Investissement et croissance

1) Qu'est-ce que l'investissement immatériel? Quelles formes peut-il prendre? (Argumentez d'exemples.)

Il s'agit des dépenses d'innovation (recherche et au développement), de la formation des salariés, de l'acquisition de logiciels, de la publicité.

2) Pourquoi est-il important que l'investissement matériel soit accompagné d'investissements immatériels ?

L'investissement matériel qui porte par exemple sur de nouvelles machines doit impérativement s'accompagner d'investissements en RH pour que les hommes soient aptes à utiliser les machines de la façon la plus productive.

Exercice 6 : Quel est le « secret » des pays en croissance ?

1) Quels sont les pays qui connaissent les plus forts taux de croissance et pourquoi?

Il s'agit des pays qui subissent des guerres ou mouvement politique et qui doivent reconstruire (Soudan du Sud : 24.4 %; Sierra Leone : 20,1 %...) et des pays qui ont entamé une démarche en matière de développement. (Panama : 8,4 %; Cambodge : 7,5 %; Philippines : 7,2 %; Pérou : 5,8 %...).

2) Quel cercle vertueux connaissent les pays en développement en matière de croissance ?

Dans les pays en développement, les investissements de l'État ou d'industriels privés, engendrent une hausse de la production, donc une hausse de l'emploi, des salaires, de la consommation.

3) Quelle est l'origine de la faible croissance des pays développés ? Quelles stratégies doivent-ils adopter pour espérer obtenir de la croissance ? (Argumentez votre réponse avec l'exemple de l'automobile proposé.)

Dans les pays développés, la croissance est plus faible, car le nombre d'habitants (= consommateurs) et d'entreprises (= producteurs) augmente peu et leurs besoins de base sont déjà satisfaits. De plus, le pouvoir d'achat ralentit et les dépenses publiques sont limitées...

La possibilité de croissance des industries et services de ces pays se trouve donc dans les pays qui se développent : dans les pays développés, la majorité des habitants ont au minimum une voiture et tendent à utiliser d'autres modes de transports.

Les constructeurs automobiles des pays développés doivent se diriger vers les marchés porteurs des pays émergents où la demande et le pouvoir d'achat augmentent.

Exercice 7 : Les six vents contraires qui freinent la croissance

1) Selon Robert Gordon, quelle est la principale raison qui bloque la croissance ?

Il s'agit de l'incapacité du capitalisme contemporain à produire des innovations de rupture capables d'engendrer d'importants gains de productivité.

2) Expliquez brièvement les « six vents contraires » développés par l'auteur qui sont également remis en cause dans le déficit de croissance.

1 - Démographie : du bonus au malus :

Arrivée des femmes sur le marché du travail pénalisé par le vieillissement des populations et leur longévité qui se traduit par la baisse de la productivité.

2 - Éducation : les performances plafonnent

Niveau d'éducation très disparate agissant sur la productivité.

3 - Des inégalités croissantes : inégalités combinées aux performances éducatives

Écarts de richesse, paupérisation

- 4 Des État-providence rabotés : niveau d'endettement élevé des États ; baisse de leur degré d'intervention sociale ; ménages moins aidés, situation précaire ; renforcement des inégalités ; effets négatifs sur la productivité.
- 5 Les coûts de la mondialisation : délocalisations et des pertes d'emplois en même temps qu'une pression à la baisse sur les salaires du Nord, effets négatifs sur la productivité.
- 6 Les contraintes environnementales vont imposer des normes de production réglementaires très coûteuses...

3) L'investissement en RH, les NTIC et la préoccupation environnementale jouent-ils un rôle dans la croissance ? Lequel ?

Les NTIC sont des moteurs de croissance, l'investissement en RH permet de former les hommes à ces NTIC pour être plus productifs. Par contre le respect des normes environnementales a un coût qui pénalise la croissance.

Exercice 8: Les Français travaillent moins mais sont plus productifs

1) Situez la situation des Français en termes de durée du travail.

La semaine de travail n'est pas la plus courte d'Europe : France (38 heures) Allemagne (35,5 heures), le Royaume-Uni (36,4 heures) ou la Belgique (36,8 heures).

Le temps de travail annuel n'est pas le plus faible d'Europe : France : 1 478 heures travaillées par actif en 2013, l'Allemagne là encore (1 387 heures), les Pays-Bas (1 380 heures) Norvège (1 407 heures).

La France n'est pas le pays où l'on travaille le moins dans la vie.

France : 34,6 années travaillées, moyenne européenne (35 ans), Italie (30,5 ans), la Grèce (32 ans) ou encore la Belgique (32,2 ans)

2) Qu'en est-il de la productivité des Français ? (Argumentez.)

La France est l'un des pays les plus productifs d'Europe

Le taux de productivité des Français est le plus élevés d'Europe, après le Luxembourg, l'Irlande et la Belgique.

La France aurait un taux de 125,5, contre 106,3 pour l'Allemagne ou 109,6 pour le Royaume-Uni.

Avez-vous compris?

Croissance

- Facteurs de base : capital travail progrès technique/innovation
- Facteurs économiques : demande intérieure solvable exportation épargne pour financer l'investissement
- Facteurs complémentaires : **intervention de l'État** environnement juridique **mentalité** impact de la religion

Chapitre 9 – Les firmes multinationales

Exercice 1: Les entreprises transnationales dans la mondialisation

1) Quels sont les principaux pays émetteurs d'IDE ? Quelle est leur stratégie ?

Le Brésil, la Chine et l'Inde.

Le groupe choisit d'internationaliser leur production.

La stratégie repose sur une complémentarité des sites de production.

2) Quelles ont été les étapes et les objectifs de la stratégie adoptée par l'entreprise Toyota?

Pour l'entreprise Toyota, l'internationalisation vise la délocalisation de la production vers :

- les pays émergents afin de bénéficier des bas coûts de main-d'œuvre et être ainsi compétitif sur les marchés locaux,
- les marchés européen et nord-américain pour contourner les protections douanières et restrictions commerciales, et les risques de change »

La production s'organise ainsi en réseau, elle relie des sous-traitants et équipementiers eux-mêmes implantés à l'échelle mondiale. Elle permet aux entreprises de développer des produits standardisés à l'échelle globale dans leur conception et leur mode de production et adaptés aux différentes normes et préférences des consommateurs locaux.

Exercice 2 : Multinationales par capitalisation boursière

1) Quelle est la position des multinationales américaines en termes d'innovation, de classement par secteurs et de capitalisation boursière ?

Parmi les 15 premières multinationales de l'étude, 11 sont américaines. Elles innovent donc dans tous les secteurs de pointes notamment NTIC et services financiers. Il en est de même pour la capitalisation boursière.

2) Pensez-vous qu'il existe un lien entre l'innovation et la capitalisation ?

Oui, l'innovation et la capitalisation boursière sont interdépendantes dans la mesure où les entreprises plus riches peuvent plus facilement investir dans la recherche.

Exercice 3: L'univers des multinationales

Citez cinq domaines d'activités dans lesquels interviennent les multinationales.

Voici un certain nombre d'exemples dans lesquels vous pouvez piocher : Industrie agroalimentaire, Hôtellerie, Restauration, Vêtements, Informatique, Alcool, Cinéma, Livraison, livres, papeteries, entretien et hygiène...

Exercice 4 : Les sociétés françaises délocalisent en priorité vers l'Europe

1) Quels sont les principaux objectifs des délocalisations ?

Ce sont les bas coûts de main-d'œuvre, mais également de se trouver plus proche des marchés locaux et des ressources telles que les minerais ou l'énergie.

2) Quelle est la principale destination des délocalisations des entreprises françaises ?

La destination principale des délocalisations des entreprises françaises est l'Union européenne, devant l'Afrique, la Chine, l'Inde et l'Amérique du Nord.

3) Les objectifs des délocalisations au sein de l'Europe des 15 sont-ils les mêmes que ceux des autres destinations ?

Les délocalisations dans les pays émergents sont motivées les faibles coûts salariaux et les nouveaux marchés (débouchés).

Les coûts salariaux sont également attractifs dans les nouveaux États membres de l'UE (22 % des délocalisations françaises)

L'Europe attire les entreprises françaises grâce à des coûts de production plus bas autres que les salaires (logistique, transports, technologies, etc.), mais aussi parce qu'elle permet d'améliorer les délais de livraison,

d'accéder à des compétences spécialisées qui manquent en France, d'échapper à des réglementations trop lourdes ou encore d'étouffer les risques liés aux taux de change.

4) Quels sont les freins à la délocalisation ? Par qui est-elle soutenue ?

La délocalisation reste complexe : incertitude sur la qualité des biens et services produits, besoin de proximité avec les clients, barrières - juridiques, administratives, tarifaires, linguistiques ou culturelles -, instabilité politique, qualité des fournisseurs locaux, risque de non-respect de la propriété intellectuelle

Exercice 5 : IDE : la moitié de l'investissement international dans les émergents

1) Quel lien existe-t-il entre la panne de croissance et l'importance des IDE ?

La panne de croissance freine les investisseurs et donc les investissements directs à l'étranger (IDE).

2) Comparez la situation des pays des pays en développement et des pays développés.

Les pays en développement s'en sortent mieux :

- ils reçoivent la moitié des flux d'investissements (52 %),
- ils sont actuellement à l'origine d'un tiers des flux d'investissements (31 %).

3) Peut-on réellement parler de retour du protectionnisme ?

La contraction des IDE provient aussi du renforcement des régulations, il ne s'agit pas d'une montée du protectionnisme mais plutôt d'une recrudescence de clauses particulières qui permettent aux pays de choisir comment orienter les investissements pour augmenter leurs effets positifs.

4) Expliquez la chaîne de la valeur mentionnée dans le document.

Les chaînes de valeur mondiales sont les façons dont chaque pays apporte une valeur ajoutée au produit à chaque étape de la production. Ex : « Un iPod est fabriqué en Chine, mais quelle part de la valeur ajoutée est vraiment apportée par les Chinois, alors que des éléments comme la conception et le design ont été réalisés aux États-Unis ? ». Il est donc importance pour les pays émergents de s'intégrer à ces chaînes de valeur.

Exercice 6 : Les entreprises des pays émergents à l'assaut du marché mondial

1) Comment va évoluer le rôle des pays émergents ?

Les pays émergents vont passer de pays fournisseurs de main-d'œuvre à bas coût et nouveaux marchés (débouchés) à des pays abritant le plus grand nombre de très grosses entreprises et les revenus qu'elles engendrent.

2) En vous aidant de l'exemple de Toyota (document ci-dessus) montrez comment Samsung est parvenu à affaiblir Apple ?

Samsung a affaibli Apple sur le marché mondial des smartphones en internationalisant sa production. Samsung délocalise la production vers les pays émergents afin de bénéficier des bas coûts de main-d'œuvre et être ainsi compétitif sur les marchés locaux, et vers marchés européen et nord-américain pour contourner les protections douanières et restrictions commerciales, et les risques de change..

À l'issue de ces étapes, la production s'organise en réseaux, les produits sont standardisés à l'échelle globale dans leur conception et leur mode de production et adaptés aux différentes normes et préférences des consommateurs locaux.

3) Qui seront les concurrents de demain ? Pourquoi les villes cherchent-elles à appâter les sièges des multinationales ?

Les nouveaux concurrents de demain seront le Mexique, le Brésil, l'Afrique du Sud, Russie.

Les villes cherchent à attirer les sièges des multinationales car elles sont et/ou vont être les meilleurs atouts du capitalisme actuel qui permettront d'enrichir les pays et propriétaires de ces entreprises.

Avez-vous compris?

- Poids des **FMN** : CA de 2 200 milliards d'euros **80 000 sociétés** et 500 000 filiales Firmes multinationales ou **transnationales**
- Caractéristiques : implantées dans plusieurs pays (**filiales**) nationalité du siège social du groupe appartient à des **actionnaires** de plusieurs États stratégie internationale ou mondiale
- Actions : **IDE** (création ou achat d'entreprise à l'étranger) sont le produit et les acteurs de la **mondialisation** baisse du **pouvoir économique** des États impact sur la **croissance** économique

CAS n° 2 : Le réchauffement climatique

Quelles sont les mesures pouvant être prises contre les dérèglements climatiques ?

Elles sont nombreuses : économie énergie ; réduction et transport individuel ; mise en place d'énergies renouvelables ; réduction des gaz à effet de serre par une production et de consommation plus adaptée.

Les acteurs du monde économique sont-ils quelquefois réticents à prendre de telles mesures ? Pour quelles raisons ?

De nombreux acteurs économiques ne sont pas favorables à de telles mesures pour des raisons de coût car les entreprises doivent faire face à des coûts supplémentaires, ce qui rend la concurrence mondiale plus difficile car tout le monde n'applique pas ces mêmes méthodes. En France, on considère que l'écotaxe pénalise un certain nombre d'entreprises et de régions. Certains gouvernements considèrent qu'il vaut mieux favoriser la croissance pour le bien-être de leurs peuples que de faire des économies qui ne permettront pas un développement rapide de leur niveau de vie. Certains pensent que les inconvénients liés au développement durable sont supérieurs aux avantages qu'il procure.

En termes de croissance quelles peuvent être les retombées économiques des décisions prises en faveur du développement durable ?

Les efforts faits en faveur de l'environnement vont développer de nombreux secteurs économiques : le bâtiment, les énergies renouvelables, les entreprises de recyclage, la gestion de l'environnement... ainsi que tous les services tertiaires qui peuvent en résulter en matière de migration, communication, de gestion des ressources humaines, secrétariat, comptabilité... c'est donc à la fois l'industrie et les services qui vont bénéficier de cette économie nouvelle que l'on qualifie d'économie verte.

Chapitre 10 — Le partage inégal des revenus et du patrimoine

Exercice 1: Revenus primaires / Revenu disponible

1) Distinguez le revenu disponible du revenu primaire.

Le revenu primaire = Salaire + Revenus non salariaux (bénéfices, honoraires ...) + Revenus de la propriété (dividendes, Loyer ...)

Alors que le Revenu disponible = Revenu primaire – (impôts + cotisations sociales) + prestations sociales.

2) Commentez leur évolution sur la période étudiée.

Sur la période étudiée, les revenus primaires et disponibles augmentent sensiblement en valeur (euros constant), par contre, ils tendent à ralentir en valeur relative, notamment à cause d'une augmentation des impôts et des cotisations.

Exercice 2: Pouvoir d'achat: 1500 euros perdus en cinq ans

1) Définissez le pouvoir d'achat, les dépenses incompressibles, l'inflation.

Le pouvoir d'achat est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de salaire. Il évolue en fonction des prix et des salaires.

Les dépenses incompressibles sont des charges fixes auxquelles on ne peut déroger (électricité, alimentation, loyer...)

L'inflation est l'augmentation du niveau général de l'ensemble des prix sur une longue période.

2) Comment a évolué le pouvoir d'achat des ménages ? Quelles en sont les conséquences ?

Le pouvoir d'achat a baissé en même temps, les prix ont augmenté. La capacité de dépense des ménages s'en trouve donc réduite.

La situation budgétaire des ménages se dégrade. Il est de plus en plus difficile de faire face aux dépenses incompressibles.

Exercice 3 : L'indice de Gini, indicateur des inégalités

1) Que signifient le 0,277 et le 0,302 de la courbe ci-dessus ?

Le rapport interdécile 0,277 en 1990 à 0,302 en 2010 montre que les inégalités se sont creusées sur la période car on se rapproche plus de 1 en 2010.

2) Comment ont évolué les niveaux de vie moyens sur la période étudiée ?

Les niveaux de vie moyens augmentent pour tous les déciles mais ce sont les plus riches qui en bénéficient le plus, au détriment des plus pauvres pour qui l'augmentation est dérisoire.

3) Quelle est la tendance générale depuis la crise de 2008 et pourquoi ?

Depuis 2008 les revenus des catégories aisées augmentent et ceux des plus démunis baissent. Le niveau de vie des 10 % les plus riches a augmenté de 1 795 euros et celui des 10 % les plus pauvres a baissé de 360 euros.

(Inégalités en hausse, revenus en baisse pour les plus modestes). Cette situation se dégrade depuis avec la progression du chômage.

Exercice 4 : Patrimoine : les inégalités augmentent

1) Les inégalités proviennent-elles uniquement des revenus des ménages ?

Les inégalités des ménages proviennent en grande partie du patrimoine à la naissance et non des revenus du travail.

2) Quel est l'impact du patrimoine de naissance sur une vie ?

Le patrimoine de naissance a des conséquences sur toute une vie, il permet de démarrer dans la vie sur des bases plus stables qui seront toujours sources de différence entre deux individus exerçant la même profession et ayant un même salaire.

3) Comment évolue le patrimoine au cours du cycle de vie des personnes ?

Le cycle de vie fait ainsi apparaître trois périodes : « jeunesse », « activité » et « retraite ».

Le comportement d'endettement et d'épargne est fortement relié à l'âge du consommateur : la jeunesse consomme et n'épargne pas ; l'épargne est réalisée dans la période d'activité, et transmise, à la retraite, l'épargne accumulée et le patrimoine sont consommés ou transmis aux enfants suivant les situations.

Exercice 5 : Qui sont les nouveaux pauvres en France ?

1) Après avoir distingué le niveau de vie moyen du niveau de vie médian, vous montrerez comment est mesurée la pauvreté ?

Le niveau de vie moyen correspond à la moyenne de tous les revenus confondus alors que le niveau de vie médian correspond au revenu tel que 50 % des ménages ont plus et 50 % des ménages ont moins.

2) Quels sont les ménages les plus touchés par la pauvreté ? Pourquoi ?

Il s'agit des ménages fragiles comme les jeunes sans emploi, les familles monoparentales, les populations immigrées, les retraités veufs ou avec de très faibles pensions, les chômeurs en fin de droit qui tombent dans la précarité, faute de réinsertion professionnelle.

Avez-vous compris?

La formation du **revenu disponible brut** des ménages français, c'est-à-dire le revenu après **prélèvement** de l'impôt et des cotisations sociales, s'opère à travers la répartition de la **valeur ajoutée** rémunérant deux facteurs : le **travail** et le capital. Les **salaires** occupent une place essentielle dans la composition de ce RDB. À ces revenus de l'activité s'ajoutent les revenus de transfert issus des opérations de **redistribution**. Les effets de la redistribution, destinée à pallier aux **inégalités**, n'empêchent cependant ni la **pauvreté**, ni l'exclusion, ni les disparités profondes de niveau de vie. Par ailleurs, une part trop importante des revenus de transfert dans les revenus des ménages aurait un effet négatif sur l'activité économique, détournant de l'emploi les moins qualifiés et les plus touchés par la **précarité**, ainsi que par la pression fiscale et sociale importante qu'elle induit pour les revenus du travail des personnes en activité.

Chapitre 11 – La formation des salaires

Exercice 1 : Comment décrypter son bulletin de salaire ?

1) Distinguez le salaire brut du salaire net.

Le salaire brut correspond à ce que l'employeur débourse réellement chaque mois pour rémunérer le travail du salarié.

Le salaire net correspond au salaire brut diminué des charges salariales et patronales, c'est le salaire réellement versé au salarié.

2) Que financent les cotisations patronales et salariales ?

Les cotisations sociales financent la sécurité sociale (« famille », « accidents du travail / maladies professionnelles », « maladie » et « vieillesse »), l'assurance chômage, les pensions de retraite,

3) Après avoir déterminé les impôts et taxes afférents au salaire et leur destination, vous expliquerez ce qui signifie « CSG et de CRDS non déductibles ».

Les impôts et taxes afférents au salaire financent tous les éléments mentionnés à la question précédente.

La CSG (Contribution Sociale Généralisée) et la CRDS (Contribution au Remboursement de la Dette Sociale) financent la protection sociale.

Le salaire net imposable, base au calcul de l'impôt sur le revenu, est augmenté d'une partie de la CSG et de la CRDS déjà payée par le salarié. Cette partie de la CSG et de la CRDS est soumise à l'impôt sur le revenu : on parle de CSG et de CRDS non déductibles. Ainsi, le salaire net imposable est plus élevé que le salaire net.

Exercice 2 : Combien gagnent les fonctionnaires ?

1) Rappelez quelles sont les 3 fonctions publiques.

D'état, territoriale, hospitalière.

2) Quels sont les fonctionnaires le mieux payés ? Comment se justifie à votre avis cette différence ?

Ce sont en général les fonctionnaires d'état mais il faut tenir compte des titulaires et non titulaires dans les trois fonctions publiques car cet élément influence beaucoup le salaire.

3) Les fonctionnaires sont-ils mieux traités que les salariés du privé ?

Plus qualifiés que dans le privé les fonctionnaires d'état sont mieux payés, néanmoins les cadres supérieurs gagnent beaucoup plus dans le secteur privé que dans le secteur public. Les territoriaux sont légèrement mieux payés que dans le public. Cependant, depuis quelques années, les salaires des fonctionnaires (points d'indices) sont gelés et l'ensemble des fonctionnaires connaît de larges pertes de pouvoir d'achat.

Exercice 3: 10 chiffres clés sur les salaires et l'emploi en France

1) Distinguez le salaire moyen du salaire médian, quels sont leurs montants respectifs?

Le salaire moyen correspond à la moyenne de tous les salaires alors que le salaire médian (1712) est le salaire tel que 50 % des salariés ont plus et 50 % ont moins.

2) Cadres, employés, indépendants ou salariés, comment ont évolué vos salaires entre 2010 et 2011 ?

Le salaire net des employés (1550) est plus faible que celui des ouvriers (1 635 euros)

Les salaires des ouvriers ont évolué de +2,1 %.

Cependant il faut tenir compte des pertes d'emplois dans l'industrie et la construction qui affectent principalement les salariés peu qualifiés et peu rémunérés et conduit "mécaniquement à une hausse du salaire moyen" des salariés ayant conservé leurs postes.

Le salaire d'un cadre (3988) est en baisse.

3) La parité homme-femme a-t-elle progressé en matière de salaires et d'emplois à temps complet ?

L'écart de salaire en EQTP entre hommes et femmes est de 19 %.

Exercice 4: Le salaire minimum brut en Europe

1) Tous les pays européens ont-ils un Smic?

Globalement tous les pays européens ont un salaire minimum sauf 7 dont l'Italie et l'Allemagne. Mais, l'Allemagne a adopté le SMIC le 1^{er} janvier 2015.

2) Quel est le niveau du Smic par rapport aux autres pays européens ?

Par rapport au SMIC en Europe, la France est dans la fourchette haute, au-dessus de 1 000 euros. La France est en dessous du Luxembourg et de la Belgique.

3) Selon Pierre Gattaz quel serait l'avantage d'un salaire « transitoire » inférieur au Smic en France ? Qu'en pensez-vous ?

Un salaire « transitoire » inférieur au Smic pourrait faire baisser le chômage en France en facilitant l'entrée des jeunes et des personnes les plus défavorisées sur le marché du travail. Ce serait une remise en cause de notre modèle social, selon le Premier ministre.

Exercice 5 : Salaires mensuels moyens nets de tous prélèvements selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle en 2011

1) Quels sont les éléments qui génèrent des disparités salariales ?

La qualification et le sexe mais également le secteur d'activité, l'expérience, la localisation.

2) Toutes les CSP sont-elles touchées de la même manière par les différences de salaires entre hommes et femmes ? Pourquoi ?

Non, les moins qualifiés et les plus qualifiés (cadres et ouvriers H et F) sont plus touchés par les différences de salaires. Le haut ou bas niveau de qualifications accentue donc les écarts de salaires entre homme et femmes.

Exercice 6: Mais pourquoi tu ne grandis pas comme tout le monde, toi?

1) Rappelez la notion de pouvoir d'achat.

C'est la capacité d'achat en termes de biens et services que permet ce revenu. Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible.

2) Quelles sont les caractéristiques des dépenses évoquées dans le document ?

Ce sont des dépenses obligatoires que l'on peut comparer aux charges fixes de l'entreprise. Le ménage ne peut y déroger.

3) À votre avis quelles sont les premières dépenses pénalisées par la perte de pouvoir d'achat ?

Ce sont les loisirs, sortis, puis les dépenses vestimentaires. Dans les cas les plus graves ce sont les dépenses alimentaires.

Exercice 7 : La mondialisation se ferait bien au détriment des travailleurs les moins qualifiés des pays développés

1) Définissez la notion de délocalisation.

La délocalisation est le transfert par une société internationale d'activités, de capitaux et d'emplois dans des régions du monde offrant pour elle un avantage compétitif du fait : soit de coûts plus bas ; soit d'un pôle de compétence technologique, de rapprochement des matières premières...

2) Quel facteur de production est pénalisé par les délocalisations ? Pourquoi ?

Le facteur travail car la délocalisation entraı̂ne des fermetures d'entreprises et des licenciements, donc du chômage.

3) Quelle est la conséquence de la concurrence des pays à bas salaires pour les pays développés sur les différences de salaires ?

La concurrence des pays à bas salaires risque de pénaliser les emplois peu qualifiés des pays développés et de tirer les salaires des emplois non qualifiés à la baisse, on parle de *dumping social*.

Avez-vous compris?

Le salaire représente une part du **coût** du travail pour l'entreprise et le principal **revenu** des travailleurs. Si, pour certains économistes, le salaire est fonction de la **productivité** du travail, celle-ci s'améliore en raison

du niveau de **qualification** du salarié et de son expérience. D'autres facteurs interviennent dans la formation du salaire, comme la **durée** du travail, souvent imposée, ou le sexe ou l'origine, portant atteinte au principe légal en vigueur « à travail **égal**, salaire **égal** ». Les syndicats, parfois critiqués en raison de leur rigidité à la baisse, trouvent leur justification sociale et économique en **négociant** sur les salaires, la défense du pouvoir d'**achat** des salariés et de leurs conditions de **travail**. Au niveau de l'économie globale, la productivité des salariés est un gage de la **compétitivité** de la nation.

Chapitre 12 — Les objectifs et les instruments de la redistribution

Exercice 1 : Redistribution : qui finance et qui profite ?

1) Qu'est-ce que la redistribution ? Quels sont ses objectifs ?

La redistribution correspond aux prélèvements d'impôts et cotisations effectués sur les agents les plus riches et reversés en partie aux agents les plus modestes sous forme d'aides sociales.

L'objectif est de réduire les écarts de revenus entre les agents économiques les plus riches et les plus pauvres, de protéger les individus contre les risques (chômage, retraite...).

2) Quels sont les agents économiques concernés par la redistribution ?

Les familles nombreuses et monoparentales bénéficient majoritairement de la redistribution.

3) Les objectifs fixés sont-ils atteints?

Le système fiscal français est assez distributif, la redistribution permettrait de baisser de 40 % les écarts de niveau de vie entre les déciles les plus opposés (les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches).

La redistribution bénéficie à 50 % de la population dans des mesures différentes.

La redistribution élève le niveau de vie des plus pauvres leur permet de vivre plus décemment et de consommer davantage.

Certains accusent la redistribution de pousser à l'assistanat ou à travailler moins.

Exercice 2 : La protection sociale en France

1) Distinguez la logique de l'assurance et la logique de l'assistance.

La logique d'assurance repose sur des cotisations prélevées sur le salaire tous les mois qui ouvrent droit à des indemnités si le salarié rencontre un risque (chômage...) alors que la logique d'assistance ne nécessite pas d'avoir cotisé mais verse sous conditions de ressources des aides comme le RSA.

2) Comment se matérialise la protection sociale ?

La protection sociale se matérialise par des indemnisations versées aux individus qui rencontrent des accidents de la vie. (Perte d'emploi, maladie...)

Exercice 3: La redistribution verticale et horizontale des revenus

1) Distinguez la redistribution verticale de la redistribution horizontale.

La redistribution verticale se fait par des transferts monétaires financée par des prélèvements obligatoires sur les revenus des plus riches vers les plus pauvres.

La redistribution horizontale couvre les risques sociaux quel que soit le niveau de revenus.

2) Laquelle de ces deux formes de redistribution vous parait la plus équitable ?

Voir les réponses des élèves.

Exercice 4 : À quoi servent nos impôts ?

1) Rappelez quels sont les principaux impôts mentionnés dans le document.

Ce sont : les impôts directs comme IR, taxe d'habitation, taxe foncière, et les impôts indirects comme la TVA.

2) Comment sont utilisés nos impôts?

Les impôts servent à financer les dépenses de l'état : enseignement, remboursement de la dette, défense, travail, emploi, logement...

Exercice 5: La France championne du monde des prestations sociales

1) Sur le plan mondial, comment se situe la France en matière de prestations sociales ?

La France est l'un des pays où les prestations sociales sont les plus élevées et les plus généreuses.

2) Quels sont les pays les moins dépensiers en matière sociale ?

La Turquie, Corée, Chili et Mexique dépensent moins de 15 % de leur PIB pour les prestations sociales.

3) Quelles sont les principales destinations des dépenses sociales françaises ?

Les secteurs de la santé, le chômage, les personnes âgées.

Exercice 6 : Les prévisions de prélèvements obligatoires en 2014 revues à la hausse

1) Quelle est l'origine de la hausse des prélèvements obligatoires annoncée ?

La croissance prévue n'ayant pas été atteinte, le déficit public se creuse et par conséquent les prélèvements obligatoires vont augmenter.

2) Quelle est la différence entre les prélèvements sociaux et fiscaux ?

Les prélèvements fiscaux sont les impôts directs et indirects, les prélèvements sociaux sont les cotisations sociales et contributions sociales.

3) Comment vont évoluer les dépenses publiques ?

Le gouvernement une augmentation du poids des dépenses publiques (État, Sécurité sociale, collectivités) dans le PIB à 56,9 % en 2013 (après 56,6 % en 2012). En 2014, leur poids serait ramené à 56,4 % de PIB, soit une réduction de 0,5 point.

Avez-vous compris?

Pour lutter contre les inégalités de revenus, l'État va utiliser les ressources issues des **prélèvements** obligatoires et effectuer des opérations de **redistribution**. Ces opérations soutiennent la **consommation** des ménages les plus modestes ou sans revenu (distribution **verticale**) ou permettent d'assurer les **risques** sociaux (redistribution **horizontale**). La CSG et les cotisations sociales constituent les principales sources de **financement** de la redistribution, alors que la part de l'impôt **progressif** diminue. Malgré ces revenus de **transfert**, la pauvreté n'est pas éradiquée et on note même une augmentation de la population en dessous du **seuil** de pauvreté dans les pays développés, notamment la pauvreté des enfants et des jeunes adultes. Ce phénomène est souvent lié au manque de **formation**, aux difficultés d'insertion, à l'exclusion et à la dépendance.

Chapitre 13 — L'efficacité économique et sociale de la redistribution

Exercice 1 : L'écart se réduit entre les revenus des plus pauvres et des plus riches, grâce... à l'impôt

1) De quelle manière l'impôt réduit-il les différences de revenu ?

Prélevé sur les revenus les plus élevés pour être reversé aux revenus inférieurs par la redistribution, l'impôt réduit les inégalités.

2) La réduction des écarts est-elle importante ?

Les prestations sociales ont permis de diviser par près de deux l'écart entre le niveau de vie des 20 % de Français les plus aisés et des 20 % les plus modestes.

L'écart passe de 7,6 à 4 entre les 20 % de Français les plus et moins aisés.

L'écart passe de 17,6 à 5,7 entre les 10 % de Français les plus et moins aisés.

3) Quels sont les ménages qui payent le plus d'impôt ?

20 % des ménages les plus aisés financent la majeure partie des recettes fiscales.

74 % des contribuables estiment qu'ils payent plus qu'ils n'en retirent.

25 % des Français jugent même que ni le maintien d'un service public significatif ni le haut niveau de protection sociale ne justifient la fiscalité qu'ils subissent.

Certains trouvent la fiscalité injuste et condamnent la politique fiscale du gouvernement.

4) Peut-on augmenter indéfiniment les impôts?

Non car selon Laffer, trop d'impôts tuent l'impôt ; au-delà de certains seuils d'imposition il y a un risque de fuite face au travail, de travail au noir, d'évasion fiscale ou de changement de nationalité pour payer moins d'impôts.

Exercice 2 : L'efficacité économique et sociale de la redistribution

1) Quelles sont les conséquences positives de la redistribution ?

La redistribution des revenus comporte de nombreux aspects positifs.

Sur le long terme elle réduit les inégalités de revenus, de niveau de vie et de la pauvreté. Elle permet aussi d'élever le taux de fécondité, une progression de l'espérance de vie, l'accroissement de la population et des progrès en matière d'éducation ont été enregistrés.

2) Que représente l'approche keynésienne de la redistribution ?

L'approche keynésienne considère que la politique de redistribution est un outil de soutien à la croissance, surtout en période de ralentissement économique.

Elle permet de soutenir la consommation des ménages à revenus faibles par la redistribution.

Exercice 3: En France, les pauvres encore plus pauvres

1) La pauvreté régresse-t-elle en France ?

La pauvreté régresse progressivement mais ceux qui en souffrent sont de plus en plus pauvres.

2) Quelles sont les catégories les plus concernées par la pauvreté ?

Les populations touchées par la pauvreté sont : les familles monoparentales, les travailleurs pauvres ou à temps partiel imposé, les populations immigrées.

Exercice 4 : La pauvreté progresse en France

1) Si l'on estime le nombre de Français à 66 millions, quel est le taux de pourcentage de pauvres ?

 $(5/66) \times 100 = 7,58 \text{ ou } (8.6/66) \times 100 = 13 \text{ donc entre } 7.58 \text{ et } 13 \% \text{ de pauvres}$

2) Depuis quand constate-t-on ce phénomène?

Ce phénomène date de 2002.

3) L'appartenance à l'Union européenne a-t-elle stoppé le processus ?

Le mouvement de hausse constitue de la pauvreté est lié entre autre à la dégradation économique enregistrée depuis 2008 qui pèse particulièrement sur les moins favorisés. L'appartenance à l'UE n'est pas directement mise en cause.

Exercice 5 : Évasion fiscale : nos célèbres exilés... et les autres

1) Pour quelles raisons les Français essayent-ils de payer moins d'impôts ?

Car les Français riches considèrent la fiscalité française confiscatoire

2) Fraude fiscale, évasion fiscale, paradis fiscaux représentent-ils des pertes importantes en matière d'imposition ?

Oui car tous ces moyens pour payer sont nombreux et fortement utilisés. Il est cependant impossible de les dénombrer, seulement de les estimer.

3) L'Europe fiscale existe-t-elle?

L'Europe fiscale n'existe pas, car l'ensemble des pays de l'Union européenne dispose de son propre système fiscal qu'il est très difficile d'unifier. Qu'il s'agisse de l'impôt de solidarité sur la fortune, des niveaux d'imposition sur le revenu, des taux de TVA ou encore des différents impôts indirects (alcool...), par exemples. L'harmonisation est très difficile car chaque pays mène sa propre politique fiscale et doit faire face à l'historique des mentalités de son peuple en ce domaine. Cela pose de nombreux problèmes car, en définitive, les conditions d'une bonne concurrence libérale n'existent pas. De plus, les résidents peuvent changer de pays et de nationalité pour bénéficier d'une meilleure fiscalité (Belgique, Suisse, Monaco...).

Exercice 6 : Le gouvernement va lutter contre la pauvreté

Expliquez l'humour de ce dessin à la Charlie.

Il sous-entend que la pauvreté, qui amène à faire la manche en l'occurrence, rapporterait tellement que les pauvres devront bientôt aller en Belgique où la fiscalité est plus faible.

Exercice 7 : Trou de la sécu

1) Quelles sont les différentes raisons du déficit de la Sécurité sociale ?

Le vieillissement de la population, les progrès médicaux, les abus, le manque de cotisation liés au chômage...

2) Comment peut-on résoudre ce problème ?

Limiter les abus, faire contribuer les ménages selon leurs revenus...

Avez-vous compris?

Les politiques publiques ont pour objectif de favoriser la **croissance** économique et le **progrès** social. La **redistribution** en est un outil essentiel. Les auteurs libéraux contestent l'efficacité économique et sociale de la redistribution, et prônent la non-intervention de l'État. Pour eux, la redistribution gêne le bon fonctionnement du **marché** et des règles de la **concurrence**. L'augmentation des prélèvements obligatoires accentue une pression **fiscale** défavorable à toute activité salariale et entrepreneuriale. Ceci nuit à la compétitivité globale de la nation, notamment dans un contexte d'économie **ouverte** et face à une concurrence mondiale. Quant aux bénéficiaires des revenus de **transferts**, ils risquent de préférer l'oisiveté au **travail** lorsque ces revenus s'élèvent. D'autres économistes sont au contraire favorables à une forme d'**intervention** de l'État pour soutenir le progrès économique et social. Pour Keynes une **augmentation** de la dépense publique et un soutien à la demande, notamment celle des **ménages** les plus défavorisés, peuvent s'avérer indispensables, surtout en situation de **crise** économique. La théorie de la croissance **endogène** montre la nécessité de l'intervention de l'État, car il est le seul à pouvoir financer certains services et infrastructures lourdes, favorisant l'accumulation d'actifs physiques et **humains**, facteurs essentiels de la croissance et du développement de la nation.

Chapitre 14 — La répartition des richesses au niveau mondial

Exercice 1 : La répartition du patrimoine dans le monde

1) Faites une synthèse chiffrée de la répartition de la richesse dans le monde.

Moins de 10 % de la population mondiale détient 83 % du patrimoine mondial dont 3 % à 70 % des habitants. L'Amérique du Nord et l'Europe possède 65 % de ce patrimoine.

Le patrimoine mondial total est estimé à 240 900 milliards de dollars en 2013 soit une moyenne de 51 634 dollars par individu.

Ce patrimoine est réparti de façon inéquitable : 83,3 % est détenu par seulement 8,4 % de la population dont le niveau de fortune est supérieur à 100 000 dollars.

Les 1 % des plus fortunés ont 46 % du patrimoine mondial total

10 % les plus riches du monde détiennent 86 % de la richesse mondiale mais la moitié de la population mondiale que de 0,5 % de cette richesse.

2) Quelles sont les régions du monde les plus affectées par la pauvreté ?

L'Afrique du Sud et l'Inde.

3) Pour quelles raisons?

Retards de développement, transition démographique non terminée...

4) Pourquoi est-il difficile d'évaluer le patrimoine des ménages ?

Car chaque pays ne comptabilise pas de la même façon le patrimoine. Et ceci même dans les pays où les statistiques sont développées. Il s'agit souvent d'estimations. De plus le patrimoine est difficile à mesurer lorsqu'il s'agit d'œuvres d'art, certains biens immobiliers, etc. à quoi se rajoutent les paradis fiscaux.

Exercice 2 : Répartition de la population mondiale

1) Quelles évolutions de population existe-t-il entre 2008 et la projection en 2050 ?

La population mondiale totale va augmenter mais pas de façon uniforme.

Augmentation en Afrique, Asie, Amérique latine et du nord et Océanie

L'Europe devrait connaître une baisse.

2) Quelles conséquences économiques cela peut-il entraîner ?

Des problèmes d'accueil en termes de logement, alimentation, modification comportement économique.

3) Existe-t-il des risques de conflits ?

Oui, le manque de ressources pour satisfaire les besoins de tout le monde ne peut être que générateur de conflits.

Exercice 3 : Commerce : les pays émergents grands gagnants de la mondialisation en 2035

1) Pourquoi les pays émergents participent-ils de plus en plus au commerce mondial ?

Grâce aux évolutions technologiques, infrastructures, éducation et formation, développement durable, flux migratoires, conflits et catastrophes naturelles, énergie et aussi coûts de transport.

2) Les pronostics proposés sont-ils toujours fiables ?

Non car la physionomie du commerce international actuel ne pouvait rien laisser présager il y a 30 ans. Les exemples sont nombreux ; c'est pourquoi, face aux nombreuses incertitudes, l'OMC dans ses pronostics prend soin de proposer deux scénarios.

3) À qui profitent l'ouverture des économies et la guerre économique ?

Pour l'OMC, les pays émergents ont beaucoup plus à gagner que les pays développés d'une économie dynamique et d'un environnement commercial ouvert. Les relations commerciales multilatérales ne perdront en rien de leur importance et peuvent même augmenter considérablement.

4) Quels sont les deux scénarios proposés ?

Les deux hypothétiques scénarios sont :

- Le scénario 1 (noir) : déclenchement d'une guerre commerciale et retour des droits de douane. Les autres coûts de transactions commerciales augmentent de 20 % pour les pays riches à 50 % pour les pays en développement. La productivité des facteurs de productions (salariés, machines...) baisse de 25 à 50 % selon les pays.

- Le scénario 2 (rose) : droits de douane abaissés de 50 %. Les coûts de transaction reculent de 20 % (pays riches) à 50 % (pays pauvres) ; La productivité des facteurs de production augmente de 25 % (pays riches) à 50 % (pays pauvres). Phénomène migratoire des pays nord-africains et du Moyen-Orient vers l'Europe et de l'Amérique du Sud vers l'Amérique du Nord.

Exercice 4 : Qu'est-ce que le Pacte de stabilité et de croissance ? Qu'est-ce que l'euro a changé pour les Européens ?

1) À quoi sert le pacte de stabilité de croissance ?

Il permet de coordonner les politiques budgétaires nationales et d'éviter les déficits budgétaires trop importants.

2) Quelles en sont les dispositions marquantes ?

L'Union européenne surveille la situation de chaque pays et si elle constate des déficits trop importants, elle émet des recommandations, voire des sanctions.

3) Ces dispositions permettent-elles de mener des politiques keynésiennes ?

La politique keynésienne se fonde sur une augmentation du déficit budgétaire des états. Ces politiques sont possibles à partir du moment où les états ont un déficit inférieur à 3 % et dans la limite des 3 % considérés. La plupart du temps elles sont impossibles car les états sont perpétuellement en déficit car très endettés.

Exerce 5

1) Quels sont les pays les plus performants en Europe ?

Ce sont particulièrement des pays situés dans le nord de l'Europe comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède...

2) Quels sont les pays les moins performants?

Ce sont les pays situés particulièrement au sud de l'Europe comme le Portugal ou la Grèce.

3) Où se situe la France?

La France n'est pas un pays très performant puisqu'elle est inférieure à la moyenne de l'union et que sur une échelle de six, elle se situe au niveau cinq.

4) Que pensez-vous du cas de la Suisse?

La Suisse est un pays particulier qui ne se situe pas dans l'union européenne et qui connaît des performances exceptionnelles en matière économique, notamment du fait de la gestion financière qu'elle fait des énormes dépôts effectués dans ses banques.

Exercice 6 : Le progrès technique, source de développement

1) Expliquez en quoi le progrès technique est considéré par W. W. Rostow comme un élément déterminant du développement.

Le progrès technique est considéré comme un élément déterminant de la croissance car il permet de générer de nouveaux produits, nouvelles industries, de nouvelles consommations, une meilleure productivité et par conséquent un accroissement de la production.

2) Pourquoi la situation des pays en développement diffère-t-elle considérablement de celle des pays européens du XVIII^e siècle ?

Les pays en développement aujourd'hui disposent de toutes découvertes qui ont été effectuées par les pays développés en matière de technologie d'économie. C'est donc un plus. Par contre, ils sont soumis à la concurrence des pays développés et il est plus difficile pour eux de s'intégrer au processus économique mondial mais ils parviennent progressivement.

3) Un pays en développement peut-il brûler les étapes pour accéder plus rapidement à la croissance ? Il est possible que des pays accèdent très rapidement à une situation de consommation de masse sans passer par les étapes classiques. Ainsi en est-il aujourd'hui des pays comme la Chine ou le Brésil.

Avez-vous compris?

PDEM, Émergent, PED, PMA

La mondialisation :

- accroît la richesse globale
- ne comble pas toutes les **fractures économiques** et sociales

L'Union européenne :

- à plusieurs vitesses : différences de **revenus/habitants** entre les 27
- politique de **cohésion économique** menée en faveur des régions

CAS N° 3 : les inégalités

Introduction

Monsieur.

Dans le cadre de la commande que vous m'avez faite concernant divers sujets sur les revenus et la redistribution, je vais dans une première partie vous expliquer ce que représente la problématique des inégalités, puis je vous présenterai les différences de répartition des richesses dans le monde avant de montrer comment les Français réagissent à la pression fiscale.

1) La lutte contre les inégalités

En dehors des différents moyens existants pour lutter contre les inégalités notamment à travers la fiscalité (impôts progressifs et ISF), l'Europe propose aux différents états qui la composent de partager leurs bonnes pratiques (méthode ouverte de coordination : MOC). Cela permet d'uniformiser progressivement et dans un but social, le potentiel des politiques économiques des états en ce domaine. La formation pour tous afin de faire fonctionner l'ascenseur social constitue un des moyens importants cette réduction des inégalités.

2) Le partage des richesses au niveau mondial

Le fossé existant entre les détenteurs de richesses et les plus pauvres a tendance à se renforcer. 1 % des personnes dans le monde possèdent la moitié des richesses. Si une grande crise économique survenait, il est possible que cela débouche sur des tensions sociales très importantes que ce soit dans les pays riches ou dans les pays émergeants ou les écarts se creusent de plus en plus.

3) La pression fiscale en France

Si les Français comprennent que le paiement de l'impôt est un devoir citoyen qui permet à tout le monde de vivre plus heureux (50 %), un grand nombre d'entre eux (60 %) pensent que l'imposition est trop élevée, certains la trouvant injuste et d'autres peu efficace.

Dans ces conditions, le gouvernement ne fait pas l'unanimité sur sa politique fiscale.